

	entrepreneuriat numérique compétences numériques services numériques	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	<div></div>
	Connectivité @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	connectivité numérique énergie transports santé éducation et recherche	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<div></div>
	Migration@	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	COVID-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET			
12. Montants concernés	Ligne budgétaire : (ligne et poste budgétaire): 14.020121 Coût total estimé: 7 000 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE: 7 000 000 EUR			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Type de financement <sup>2</sup>	Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution conformément aux critères énoncés à la section 4.4.1.			

## 1.2 Résumé de l'action

L'action vise à poursuivre l'effet transformatif de l'appui de l'Union européenne (UE) en matière de gestion des finances publiques, en cours depuis 2014. Elle soutiendra les efforts visant à rétablir l'autorité de l'Etat sur le territoire et à garantir un niveau acceptable de services sociaux de base pour ses citoyens à travers la collecte des taxes et impôts. L'action pourrait contribuer à la réduction des facteurs de fragilité dans le pays qui sont notamment : i) le manque de cohésion sociale, ii), la concentration du pouvoir politique, iii), les disparités sociales et régionales, iv) l'accaparement et la mauvaise gestion des ressources naturelles par l'élite. En particulier, l'action se focalise sur deux fonctions essentielles du système de gestion des finances publiques : la transparence budgétaire et la mobilisation des recettes domestiques:

- OS 1 vise à améliorer la transparence budgétaire et la lutte contre la corruption dans les finances publiques en facilitant la systématisation de la production et du contrôle des informations financières, afin de réduire l'espace pour des pratiques corruptives dans le secteur public. La transparence sera améliorée à travers (i) le renforcement des capacités du Ministère des Finances et du Budget (MFB) dans la production des états financiers (budgétaires et comptables), (ii) l'amélioration du processus de la passation des marchés publics ainsi que (iii) le renforcement des capacités de l'Institution supérieure de contrôle (ISC) des finances publiques (Cour des Comptes).
- OS 2 vise à améliorer les recettes domestiques et le climat des affaires à travers un appui aux régies financières (douanes, impôts, trésor) pour la consolidation des réformes en matière de digitalisation, le renforcement de la capacité et l'efficacité des contrôles fiscaux et douaniers, et l'amélioration du civisme fiscal. Elle contribuera ainsi à la mise à l'échelle des projets de l'UE en matière de digitalisation des recettes, notamment SydoniaWorld, e-TAX, e-TVA et menues recettes.

<sup>2</sup> Article 27 du règlement IVCDI – Europe dans le monde.